

Dijon, le 27 mars 2018



Et voilà qu'ça recommence...

Au CE du jeudi 15 mars 2018, la direction annonçait la délocalisation du DT40 en Tunisie et l'intégration vers Dijon d'un p'tit bout d'activité Canalis provenant de l'usine Sarel.

A nouveau la direction cherche à faire accepter aux salarié-e-s la suppression d'emplois (titulaires et intérimaires). Il ne faut pas se leurrer, ce seront bien des départs non remplacés (en terme d'emplois) avec lesquels les salarié-e-s devront encore se débrouiller, diminuant de fait les effectifs titulaires...

Du côté de l'usine de Sarel, c'est la perte de l'activité dite « PTLVB » (canalis), celle qui viendra à Dijon, et la perte de l'activité dite « PTCMS » (boîtes plastique) qui partira en Pologne. Ceci représente un total de 19 emplois (8 pour Canalis et 11 pour les boîtes plastique). L'impact social sera le remplacement ou non, par le jeu des chaises musicales, de départs en retraite et donc la perte des emplois.

Sur le site l'intersyndicale (CGT, FO, CFDT) qui boycotte les instances représentatives du personnel du fait de mauvaises NAO, dénonce le démantèlement du site. Il faut savoir que cette filiale était encore récemment mise en vente par Schneider Electric. Dans sa dernière communication l'intersyndicale appelle les salarié-e-s à réfléchir à leurs avenir et donc à la mobilisation.

Info lutte

Du 12 au 16 mars 2018 les métallos et métallotes de la Fédération de la métallurgie CGT de côte d'or se sont mobilisés pour faire connaître l'état des négociations sur la convention collective. Au total se sont près de 2600 salarié-e-s, de la métallurgie, qui ont été informés de l'ampleur de l'acharnement patronal.

La situation sur le site de Sarel comme celle que nous vivons à Dijon ne doit pas nous laisser de mabre. Cette volonté de la direction générale, en jouant la carte du recentrage des activités, n'a pour but que de supprimer des emplois, fermer des sites, en propageant la division entre les salariés.

Sur le site de Dijon, nous avons un déficit de main d'œuvre sur de nombreux secteurs et nous ne pouvons accepter le départ d'un secteur sans que la sauvegarde de tous les emplois ne soit garantie.

En bon élève, Schneider Electric, dans la course au profit générée par le capitalisme, alimente le marché de la précarité et de l'insécurité sociale !

**Toutes et tous concernés.
L'union fait la force !**